

ANNEXE II

Perspectives économiques

APERÇU

On s'attend à ce que la croissance économique de la province demeure modeste à court terme en raison de l'incertitude économique accrue qui règne dans le monde. Le ministère des Finances prévoit que le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de l'Ontario sera de 0,1 % en 2008. En date du 16 octobre 2008, les experts du secteur privé prévoient, en moyenne, que le taux de croissance du PIB réel de l'Ontario sera de 0,7 % en 2009.

Perspectives économiques de l'Ontario (en pourcentage)

Tableau 1

	2003	2004	2005	2006	2007	2008 ^e	2009 ^p
Croissance du PIB réel	1,4	2,5	2,7	2,5	2,2	0,1	0,7
Croissance de l'emploi	3,0	1,7	1,3	1,5	1,6	1,5	0,4
Inflation de l'IPC	2,7	1,9	2,2	1,8	1,8	2,3	2,0

e = estimation; p = moyenne du secteur privé (16 octobre 2008).

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario et enquête du ministère des Finances de l'Ontario sur les prévisions.

Il règne actuellement un climat d'incertitude économique exceptionnel qui affecte l'Ontario et un grand nombre d'autres économies mondiales. Dans ce contexte, les prévisions du secteur privé concernant la croissance économique ont changé rapidement pendant la préparation du présent document. Aux fins de planification, le ministère des Finances mettra à jour ses prévisions de croissance économique dans le budget de 2009.

BOULEVERSEMENTS SUR LES MARCHÉS DES CAPITAUX

Les bouleversements qu'ont connus récemment les économies et les marchés des capitaux mondiaux représentent une menace importante pour la croissance économique. Presque tous les pays ont été confrontés à une baisse de la confiance des consommateurs et des entreprises au cours de la dernière année. Les secteurs des investissements et des services bancaires font face à des défis de taille sur le plan des liquidités. De plus, les prix ont chuté sur les marchés des actions du monde entier. Les banques centrales sont intervenues pour éviter que les bouleversements ne paralysent les marchés du crédit en y injectant des fonds et en abaissant leur taux directeur. Toutefois, la baisse des taux d'intérêt sur la dette du gouvernement central n'a pas été suivie d'une baisse correspondante des taux d'intérêt applicables aux entreprises, aux consommateurs et aux autres ordres de gouvernement. En outre, l'incertitude qui règne sur les marchés des capitaux a restreint le crédit disponible et amène les entreprises et les ménages à réduire leurs dépenses, ce qui a un effet négatif sur l'Ontario.

CAUSES DES BOULEVERSEMENTS DU MARCHÉ DU CRÉDIT ET RISQUES POUR LA CROISSANCE

La crise financière mondiale a commencé lorsque le nombre de prêts hypothécaires à risque élevé non remboursés a augmenté considérablement aux États-Unis. Un grand nombre de ces prêts avaient été vendus à des investisseurs du monde entier sous forme de titres. La hausse du nombre de prêts non remboursés a entraîné la chute de la valeur de ces titres. L'incertitude à l'égard des risques s'est traduite par une réduction du nombre de prêts et une hausse des taux d'intérêt que paient les entreprises et les particuliers. Un grand nombre d'institutions bien connues ont fait faillite, ont été acquises par leur gouvernement ou ont été achetées par des concurrents en meilleure posture à un prix démarqué.

Les systèmes bancaire et financier du Canada sont en bien meilleure posture que les systèmes américains. On estime que, au Canada, les prêts hypothécaires à risque représentent moins de 5 % des prêts hypothécaires en cours comparativement à 22 % aux États-Unis. Par conséquent, les banques canadiennes ont essuyé des pertes sur prêts nettement inférieures. L'aversion pour le risque dont font preuve les marchés des capitaux américains s'est répandue au Canada, mais dans une moindre mesure. Comme le marché du papier commercial est gelé, les entreprises ont beaucoup de difficulté à recueillir les capitaux nécessaires sur les marchés financiers traditionnels. Le rendement des bons du Trésor canadiens a baissé, car les investisseurs cherchent des actifs plus sûrs. Les taux de prêt entre banques ont augmenté considérablement au Canada, de sorte qu'il est plus difficile et plus coûteux pour les banques de faire des affaires.

Le risque le plus grave pour l'avenir est le lien entre le système financier et l'économie. Le resserrement des liquidités restreint l'octroi de prêts aux entreprises et aux consommateurs, ce qui contribue au ralentissement de la croissance économique et, partant, affaiblit davantage les marchés des capitaux. Récemment, les banques centrales et les gouvernements du monde entier ont injecté des liquidités considérables et pris d'autres mesures importantes afin de protéger le système financier.

DÉFIS ÉCONOMIQUES EXTERNES ACTUELS

L'Ontario fait face à des conditions économiques externes de plus en plus difficiles. Jusqu'à récemment, les prix du pétrole étaient à la hausse et le dollar canadien s'appréciait. La baisse récente de la demande aux États-Unis et les bouleversements accrus sur les marchés des capitaux mondiaux ont créé des défis supplémentaires.

Facteurs externes importants	Tableau 2						
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008m
Pétrole brut (\$US le baril)	26,1	31,1	41,4	56,5	66,1	72,3	113,3
Dollar canadien (cents américains)	63,7	71,4	76,8	82,5	88,2	93,1	98,2
Croissance du PIB réel des États-Unis (en pourcentage)	1,6	2,5	3,6	2,9	2,8	2,0	2,3
Taux des bons du Trésor de trois mois	2,6	2,9	2,2	2,7	4,0	4,2	2,6
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement	5,3	4,8	4,6	4,1	4,2	4,3	3,7

m = moyenne cumulative annuelle (16 octobre 2008).

Sources : Banque du Canada, New York Mercantile Exchange et U.S. Bureau of Economic Analysis.

Les prix du pétrole ont monté en flèche, passant de leur valeur la plus faible de 18 \$US le baril en janvier 2002 à un prix record de plus de 147 \$US le baril à la mi-juillet 2008. Jusqu'à maintenant cette année, ils ont été de 113 \$US le baril en moyenne, une hausse de 87 \$US le baril en six ans, la plus forte augmentation jamais enregistrée. La hausse des prix du pétrole est un défi de taille pour l'Ontario, car elle accroît les coûts pour les entreprises, les consommateurs et les gouvernements. On estime que, en 2007, les résidents et les industries de l'Ontario ont acheté pour 30 milliards de dollars de pétrole brut et de produits pétroliers, de gaz naturel et de charbon, ce qui représente environ 5 % du PIB de la province.

Le dollar canadien est passé de sa valeur la plus faible de 61,8 cents américains en janvier 2002 à un sommet de 110,3 cents américains en novembre 2007, la plus forte augmentation jamais enregistrée sur une période de cinq ans. Jusqu'à maintenant cette année, la valeur du dollar canadien a été en moyenne de 98,2 cents américains. L'appréciation du dollar canadien crée un autre défi, car elle rend les exportations de la province plus coûteuses et les importations, moins coûteuses. Il en résulte que les entreprises de la province ont plus de difficulté à soutenir la concurrence des producteurs étrangers, tant au Canada qu'ailleurs dans le monde. Par contre, l'appréciation du dollar canadien est avantageuse pour les consommateurs et les entreprises de l'Ontario dans la mesure où elle abaisse les coûts des biens et des matériaux importés, y compris ceux des machines et du matériel qui permettent d'accroître la productivité.

La demande américaine relative aux biens et services de l'Ontario est en baisse en raison de la valorisation du dollar canadien, du ralentissement de la croissance économique aux États-Unis et de la concurrence accrue exercée par les nouvelles économies en voie d'industrialisation. Au cours des cinq dernières années, la valeur des marchandises de l'Ontario exportées aux États-Unis, le partenaire commercial le plus important de la province, a diminué de 12,2 %.

Si les nouvelles économies en voie d'industrialisation créent des défis pour les entreprises ontariennes sur le plan de la concurrence, elles créent aussi des occasions. Les exportations de marchandises ontariennes vers des pays autres que les États-Unis ont plus que doublé au cours des cinq dernières années.

Par conséquent, la base d'exportation de l'Ontario s'est considérablement élargie. Ainsi, au cours des cinq dernières années, la valeur des exportations de marchandises vers la Russie a augmenté de 377 %; celle des exportations vers l'Inde, de 258 %; et celle des exportations vers la Chine, de 95 %. L'Ontario a aussi accru ses exportations vers d'autres pays du G-7. Au cours des cinq dernières années, les exportations vers le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Japon et l'Italie ont augmenté de 280 %, de 36 %, de 30 % et de 77 % respectivement.

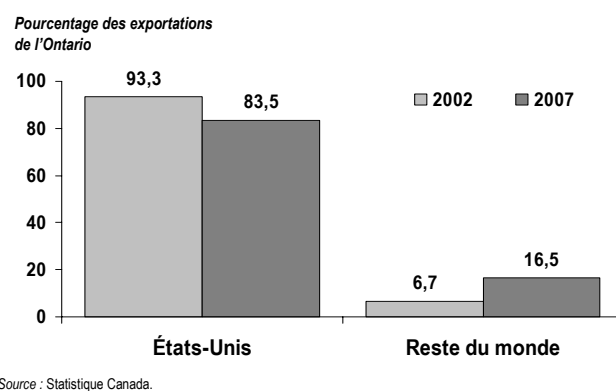
PROGRÈS ÉCONOMIQUES DE L'ONTARIO AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Au nombre des avantages économiques de l'Ontario, citons la proximité de la province à des marchés importants, une population instruite, une main-d'oeuvre hautement qualifiée, une structure industrielle diversifiée, des coûts d'exploitation des entreprises concurrentiels, une infrastructure moderne et de nombreuses mesures d'appui à l'innovation. Le plan économique en cinq points du gouvernement de l'Ontario, décrit dans l'*Avant-propos*, continue de renforcer les assises de la croissance à long terme.

L'économie de l'Ontario a continué de croître au cours des cinq dernières années, malgré une situation mondiale de plus en plus difficile :

- Le PIB réel de l'Ontario a affiché un taux de croissance moyen de 2,3 % entre 2003 et 2007.

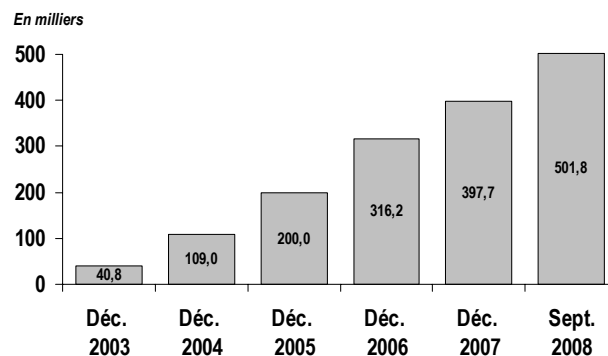
Diversification des exportations internationales de marchandises de l'Ontario Graphique I



- L'inflation a été faible et stable ces dernières années. Le taux d'inflation de l'indice des prix à la consommation (IPC) a été en moyenne de près de 2 % entre 2003 et 2007.

- Plus d'un demi-million d'emplois nets ont été créés depuis octobre 2003. Les secteurs qui offrent des salaires supérieurs à la moyenne ont affiché une croissance solide de l'emploi, notamment les suivants : services d'éducation (98 000 emplois créés); soins de santé et assistance sociale (89 200 emplois créés); construction (73 500 emplois créés); services professionnels, scientifiques et techniques (62 100 emplois créés); finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail (47 800 emplois créés).

Emplois créés depuis octobre 2003 Graphique 2



Source : Statistique Canada.

- La croissance vigoureuse des traitements et salaires et de l'emploi s'est traduite par une hausse importante des revenus. Le taux de croissance du revenu disponible réel des particuliers par habitant a été en moyenne de 1,8 % par année au cours des cinq dernières années.

- Les investissements des entreprises ont été fermes. Les investissements réels dans les machines et le matériel, qui jouent un rôle clé dans l'accroissement de la productivité dans la province, ont augmenté en moyenne de 9,0 % par année entre 2003 et 2007.

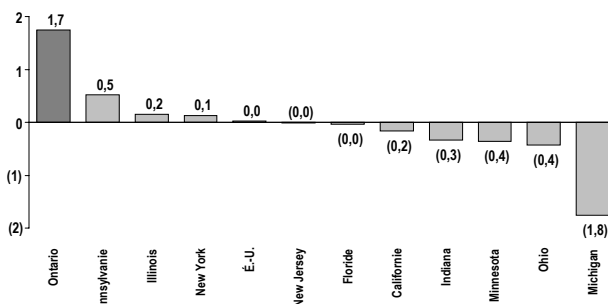
- Il y a eu en moyenne 78 100 mises en chantier de logements par année entre 2003 et 2007. Contrairement à ce qui se produit dans d'autres territoires, il n'y a pas lieu de penser que les activités de construction de logements sont excessives en Ontario.

L'ÉCONOMIE DE L'ONTARIO EN 2008

Tel qu'indiqué dans les *Comptes économiques de l'Ontario – Deuxième trimestre de 2008*, la croissance économique a été très modeste en Ontario au cours de la première moitié de 2008. Le taux de croissance du PIB réel a été de 0,3 % au deuxième trimestre, faisant suite à une contraction de 0,4 % au premier trimestre. Ce ralentissement est surtout attribuable à la baisse des exportations, qui ont diminué de plus de 7 % au cours des six premiers mois de l'année. L'Ontario n'est pas le seul territoire à avoir connu une croissance modeste au cours de la première moitié de 2008. Le PIB réel du Canada a augmenté de 0,1 % au deuxième trimestre après avoir reculé de 0,2 % au premier trimestre.

La croissance de l'emploi est relativement solide Graphique 3

Comparaison de l'Ontario à certains États américains
Variation en pourcentage depuis le début de l'année



Sources : Statistique Canada et U.S. Bureau of Labor Statistics.

Toutes les économies du G-7 font face à des défis économiques de taille. L'Allemagne, la France, l'Italie et le Japon ont notamment enregistré au moins une

baisse trimestrielle de la production jusqu'à maintenant. Bien qu'ils n'aient pas connu de baisse trimestrielle, le secteur de l'emploi, la construction de logements et les marchés des capitaux des États-Unis et du Royaume-Uni se sont affaiblis.

L'Ontario a créé 104 100 emplois jusqu'à maintenant cette année. Environ 83 % de ces emplois ont été créés dans le secteur privé. Bien que l'Ontario ait perdu 16 200 emplois dans le secteur manufacturier, il s'est créé un nombre important d'emplois dans d'autres secteurs où les salaires sont supérieurs à la moyenne, notamment les suivants : construction (37 500 emplois créés); soins de santé et assistance sociale (26 800 emplois créés); services professionnels, scientifiques et techniques (19 400 emplois créés). Cette hausse de l'emploi a entraîné une forte augmentation des revenus. Le revenu du travail s'est accru de 4,2 % au cours de la première moitié de l'année grâce notamment à la hausse de l'emploi et des salaires.

Le volet de l'économie ontarienne fondé sur la demande intérieure est resté solide en 2008. Les dépenses des ménages demeurent vigoureuses. En effet, les dépenses de consommation réelles ont été soutenues, affichant une hausse de 4,6 % au cours de la première moitié de l'année. Quant à elles, les dépenses dans le secteur de la construction résidentielle se sont accrues de 0,9 % en termes réels. Jusqu'à maintenant en 2008, 77 600 logements en moyenne ont été mis en chantier (taux annualisé), comparativement à 69 100 logements au cours de la même période en 2007. Si les mises en chantier de logements ont augmenté, les ventes de logements, elles, ont diminué par rapport au niveau record atteint en 2007.

Les bénéfices des sociétés ont diminué de 2,8 % au cours de la première moitié de l'année en raison de l'incidence négative des prix record du pétrole et de l'appréciation du dollar. Jusqu'à maintenant cette année, les dépenses réelles dans le secteur de la construction non résidentielle et dans les machines et le matériel en Ontario ont augmenté de 2,1 % et de 1,2 % respectivement.

Le taux d'inflation de l'IPC de l'Ontario est passé de 1,8 % en 2007 à 2,2 % en moyenne jusqu'à maintenant cette année. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation des prix de l'essence et à l'inflation accrue des prix des aliments. Le taux d'inflation de base de l'Ontario sur 12 mois, qui exclut les aliments et l'énergie, a été en moyenne de 1,1 % et est demeuré inférieur à 2,0 % pendant 11 mois consécutifs. La baisse spectaculaire des prix du pétrole depuis la mi-juillet 2008 exercera des pressions à la baisse sur l'inflation de l'IPC à court terme. Au cours des sept premiers mois de 2008, les règlements salariaux annuels ont été de 2,4 % en moyenne.

La balance commerciale de l'Ontario s'est considérablement détériorée en 2008 en raison surtout de la baisse des exportations d'automobiles vers les États-Unis. Les importations ont diminué, mais moins rapidement que les exportations, en raison surtout de la baisse de la demande pour les intrants servant à la production d'automobiles.

INCERTITUDE ÉCONOMIQUE ACCRUE À L'ÉCHELLE MONDIALE

Les perspectives économiques à court terme de l'Ontario sont fortement influencées par des facteurs externes tels que les prix du pétrole, le taux de change du dollar canadien, les taux d'intérêt, la croissance économique aux États-Unis et les bouleversements que subissent les marchés des capitaux mondiaux. Dans la conjoncture actuelle, les opinions diffèrent considérablement – ce qui est inhabituel – en ce qui concerne les perspectives liées à ces facteurs importants, comme l'indique le tableau ci-après. Les fluctuations spectaculaires récentes des prix des biens, des devises et des bourses de marchandises signifient que l'on peut difficilement avoir confiance en ces prévisions du secteur privé pour 2009 même si elles couvrent un large éventail de valeurs.

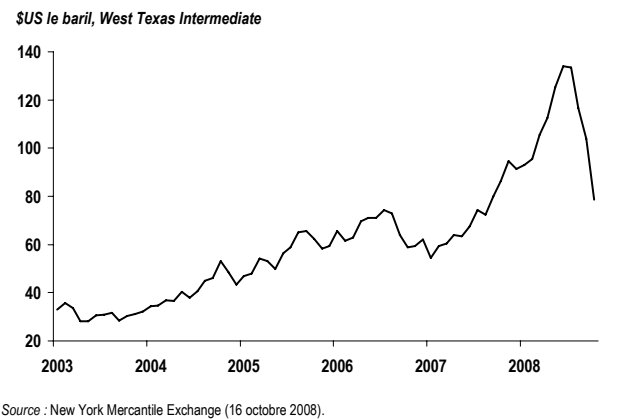
	2008			2009		
	Valeurs inf.	Valeurs Moy.	Valeurs sup.	Valeurs inf.	Valeurs Moy.	Valeurs sup.
Pétrole brut (\$US le baril)	105,0	110,4	119,1	78,0	103,3	130,0
Dollar canadien (cents américains)	93,7	95,7	97,7	85,3	92,2	95,7
Croissance du PIB réel des États-Unis (en pourcentage)	1,2	1,5	1,8	(0,7)	0,5	1,9
Taux des bons du Trésor de trois mois (en pourcentage)	1,8	2,2	2,7	1,7	2,3	3,5
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement (en pourcentage)	3,4	3,6	4,0	3,4	3,9	4,5

Sources : Banque du Canada, *Blue Chip Economic Indicators* (octobre 2008) et enquête du ministère des Finances de l'Ontario sur les prévisions (16 octobre 2008).

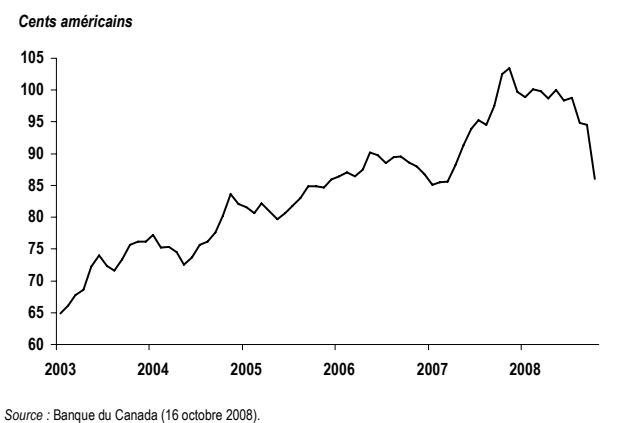
Les cours du pétrole sont passés d'un prix intrajournalier record de 147,27 \$US le baril le 11 juillet à moins de 70 \$US le baril à la mi-octobre 2008. On prévoit que la consommation élevée dans les pays non membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) continuera de contrebalancer largement la baisse de la demande dans les pays membres de cette organisation. Comme l'excédent de capacité est limité à l'échelle mondiale, les marchés du pétrole demeureront sans doute assez serrés et les prix du pétrole resteront probablement vulnérables aux importantes perturbations de l'approvisionnement au cours de l'horizon prévisionnel. Les marchés du pétrole demeurent très volatils. Pour cette raison, les prévisions des analystes concernant les prix du pétrole en 2009 varient de 130 \$US le baril à 78 \$US le baril.

Après avoir frisé la parité avec le dollar américain au cours des sept premiers mois de l'année, le dollar canadien s'est déprécié considérablement en octobre en raison de la chute marquée des cours des produits de base et de la révision à la baisse des perspectives économiques au pays. La valeur du dollar canadien pourrait fluctuer considérablement à

Prix du pétrole brut Graphique 4



Dollar canadien Graphique 5



l'avenir en raison de l'évolution des cours des produits de base, des flux financiers et des taux d'intérêt. Il y a une grande divergence d'opinions au sujet de la valeur future du dollar canadien. En effet, les prévisions varient de 85,3 cents américains à 95,7 cents américains en 2009.

Bien que l'économie américaine ait continué de croître à un rythme modéré, il y a eu une réduction importante de la demande américaine relative aux produits et services ontariens. Ainsi, les dépenses liées aux véhicules automobiles ont été durement touchées. On prévoit que les ventes d'automobiles atteindront 13,8 millions de véhicules en 2008, le niveau le plus faible depuis 1992. L'économie américaine présente plusieurs risques, car elle continue de faire face à des déséquilibres et à des enjeux de taille sur ses marchés des capitaux.

Les taux d'intérêt influent sur les coûts que doivent payer les consommateurs et les entreprises, ainsi que sur les dépenses que le gouvernement prévoit engager pour acquitter l'intérêt sur la dette de la province. Depuis décembre 2007, la Banque du Canada a réduit de 200 points de base son objectif de référence pour le taux de financement d'un jour y compris une diminution de 50 points de base le 8 octobre 2008. Elle a aussi pris d'autres mesures pour appuyer la liquidité des marchés des capitaux. Toutefois, les bouleversements subis par les marchés des capitaux mondiaux ont resserré les conditions de crédit pour les entreprises et certaines d'entre elles ont vu leurs coûts d'emprunt augmenter. L'évolution des marchés des capitaux mondiaux et son incidence sur la croissance économique pourraient influencer considérablement les prévisions des taux d'intérêt.

La grande diversité des opinions concernant chacune de ces hypothèses clés constitue un risque important pour les prévisions, car toute modification des hypothèses peut avoir une incidence considérable sur les perspectives de croissance économique de l'Ontario. Le tableau ci-après montre la fourchette des répercussions typiques de ces facteurs externes sur la croissance du PIB réel de l'Ontario pour la première et la deuxième année. Ces estimations reposent sur des relations constatées par le passé et illustrent les limites supérieures et inférieures de la réaction moyenne. Elles indiquent les répercussions des changements soutenus aux principales hypothèses isolément des changements subis par d'autres facteurs externes. La combinaison d'autres circonstances peut également avoir d'importants effets sur les résultats obtenus.

Répercussions des changements aux principales hypothèses sur la croissance du PIB réel de l'Ontario¹ (augmentation en point de pourcentage) **Tableau 4**

	Première année	Deuxième année
Dépréciation du dollar canadien de 0,05 \$US	De 0,1 à 0,8	De 0,5 à 1,2
Diminution du prix mondial du pétrole brut de 10 \$US le baril	De 0,1 à 0,5	De 0,1 à 0,5
Augmentation de la croissance du PIB réel des États-Unis de un point de pourcentage	De 0,3 à 0,7	De 0,4 à 0,8
Diminution des taux d'intérêt canadiens de un point de pourcentage	De 0,1 à 0,5	De 0,2 à 0,6

¹ Répercussions fondées sur des changements soutenus.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES DU SECTEUR PRIVÉ

Dans le cadre de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*, on a établi le Conseil ontarien des prévisions économiques et on l'a chargé de fournir des conseils sur les hypothèses et projections macroéconomiques. Les membres du conseil sont Peter Dungan, de l'Université de Toronto, Glen Hodgson, du Conference Board du Canada, Dale Orr, de Global Insight, et Ernie Stokes, du Centre for Spatial Economics. Le

ministre des Finances a rencontré les membres du Conseil et d'autres prévisionnistes du secteur privé lors de la préparation du document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2008* et a pris note de leurs observations et conseils concernant la politique et les perspectives économiques de l'Ontario.

Prévisions du secteur privé concernant la croissance du PIB réel de l'Ontario (en pourcentage) **Tableau 5**

	2008	2009
Conference Board du Canada (octobre)	0,3	1,5
Global Insight (octobre)	0,3	0,5
Centre for Spatial Economics (juin)	0,4	1,9
Université de Toronto (octobre)	(0,4)	0,6
RBC Groupe financier (octobre)	0,0	0,4
Groupe Banque Scotia (octobre)	(0,1)	(0,9)
Groupe financier Banque TD (octobre)	0,3	0,8
Groupe Desjardins (septembre)	(0,1)	0,9
BMO Marchés des capitaux (octobre)	(0,1)	0,4
Marchés mondiaux CIBC (octobre)	0,1	0,9
Moyenne selon l'enquête sur les prévisions du secteur privé	0,1	0,7

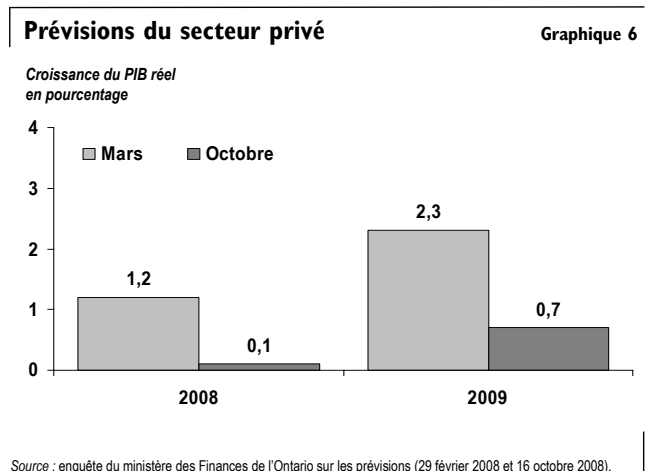
Source : enquête du ministère des Finances de l'Ontario sur les prévisions (16 octobre 2008).

En moyenne, les experts du secteur privé prévoient un taux de croissance modeste du PIB réel de l'Ontario, soit 0,9 % en 2009. Ce faible taux s'explique par le fait qu'on s'attend à ce que la situation économique demeure difficile en 2009. Comme les prévisions pour 2009 changent rapidement, il est particulièrement difficile pour le gouvernement de faire des prévisions adéquates aux fins de planification.

COMPARAISON AVEC LES DONNÉES DU BUDGET DE L'ONTARIO DE 2008

Le ministère des Finances a revu à la baisse ses prévisions du taux de croissance du PIB réel en 2008, qui sont passées d'un taux de 1,1 % annoncé dans le budget de 2008 publié en mars dernier à 0,1 %. En moyenne, les experts du secteur privé prévoient un taux de croissance de 1,2 % lors de la publication du budget. Cette révision s'explique surtout par les bouleversements que continuent de subir les marchés des capitaux et par les perspectives plus négatives concernant la demande américaine. Le ralentissement de la croissance du PIB réel de l'Ontario en 2008 se traduit par une baisse des exportations et des bénéfices des sociétés. À

l'heure actuelle, on prévoit que les exportations diminueront de 6,0 %. Le budget prévoyait qu'elles n'augmenteraient pas. On s'attend maintenant à ce que les bénéfices des sociétés soient moins élevés que ce qui était prévu en mars. Ils devraient diminuer de 5,0 % en 2008 au lieu d'augmenter de 4,0 %.



Jusqu'à maintenant cette année, l'emploi, les traitements et salaires, les ventes au détail et les mises en chantier de logements ont affiché de bons résultats et on prévoit dorénavant que leur taux de croissance sera supérieur à celui prévu dans le budget. Ainsi, on prévoyait que l'emploi augmenterait de 1,0 % en 2008; ce taux a été revu à la hausse et il est maintenant de 1,5 %. La bonne performance du secteur de l'emploi a entraîné une hausse plus élevée que prévu des revenus et des dépenses. On prévoit que le revenu des particuliers augmentera de 4,2 %, soit 1,1 point de pourcentage de plus que le taux prévu dans le budget. En outre, on s'attend maintenant à ce que les ventes au détail augmentent de 4,6 % en 2008 alors qu'on prévoyait un taux de croissance de 3,4 % dans le budget. Enfin, les mises en chantier de logements devraient atteindre 75 000 unités comparativement aux 64 000 unités prévues dans le budget.

En moyenne, les experts du secteur privé prévoient maintenant que le taux de croissance du PIB réel de l'Ontario sera de 0,7 % en 2009, ce qui est nettement inférieur au taux de 2,1 % prévu par le ministère des Finances dans le budget de 2008. Cette baisse s'explique surtout par les bouleversements survenus sur les marchés des capitaux mondiaux et par la diminution considérable des prévisions concernant la demande américaine. Le tableau ci-après fait état de l'évolution des projections concernant des facteurs économiques importants depuis la publication du budget de 2008.

Changements aux principales hypothèses économiques **Tableau 6**
Comparaison des données de l'énoncé économique d'automne de 2008
à celles du budget de 2008 (variation en pourcentage)

	2008		2009	
	Budget 2008	Mise à jour d'automne 2008 ^e	Budget 2008	Mise à jour d'automne 2008 ^p
PIB réel	1,1	0,1	2,1	0,7
PIB nominal	2,8	2,1	3,9	2,2
Ventes au détail	3,4	4,6	3,7	3,6
Mises en chantier de logements (en milliers)	64,0	75,0	63,0	64,9
Revenu des particuliers	3,1	4,2	4,0	3,8
Revenu du travail	3,4	4,3	3,9	3,9
Bénéfices des sociétés	4,0	(5,0)	4,9	1,7
Emploi	1,0	1,5	1,1	0,4
Création d'emplois (en milliers)	68	101	76	25
Facteurs externes importants				
Pétrole brut (\$US le baril)	85,0	108,0	80,0	103,3
PIB réel des États-Unis	1,7	1,5	2,6	0,5
Dollar canadien (cents américains)	100,0	96,0	98,0	92,2
Taux des bons du Trésor de trois mois	3,3	2,3	3,8	2,3
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement	3,9	3,6	4,5	3,9

e = estimation; p = moyenne du secteur privé.

Sources : *Blue Chip Economic Indicators* (octobre 2008), ministère des Finances de l'Ontario et enquête du ministère des Finances de l'Ontario sur les prévisions (16 octobre 2008).

